

## Les premiers chiffres de l'Observatoire de l'économie sociale

### Dossier de presse

ConcertES ASBL, Place de l'Université 16 – B 1348 Louvain-la-Neuve 00 32 10 45 64 50 [desir@concertes.be](mailto:desir@concertes.be)

En collaboration avec :



Avec le soutien de :



Union Européenne : Fonds Européen de développement  
Régional  
« INTERREG efface les frontières »



## L'asbl ConcertES

ConcertES, plate-forme de concertation des organisations représentatives de l'économie sociale en Région wallonne et à Bruxelles, a été initiée fin 2005 par trois fédérations transversales d'économie sociale (FEBECOOP, SAW-B et SYNECO). Répondant tant au vœu des instances régionales et fédérales qui souhaitaient un interlocuteur unique qu'à celui des différentes fédérations de l'économie sociale en recherche d'un espace de réflexion et de prises de positions communes; ConcertES a, depuis, largement démontré sa plus-value.

Abritée pendant 2 ans au sein d'une autre ASBL, ConcertES s'est autonomisée en décembre 2007. Ses statuts lui assignent pour but de représenter, défendre et promouvoir l'économie sociale, à travers la réalisation des missions suivantes :

- 1) Établir un pont, être un lieu de rencontre entre les différentes initiatives et fédérations d'économie sociale ;
- 2) Développer une analyse sur une série de questions touchant à l'économie sociale par la mise sur pied de groupes de travail thématiques ;
- 3) Représenter et défendre le secteur de l'économie sociale auprès de toute instance publique et au sein d'instances consultatives ; jouer un rôle d'articulation entre le secteur et les pouvoirs publics ;
- 4) Promouvoir l'économie sociale, particulièrement par la mise en place et la diffusion d'outils de promotion de ses principes.

ConcertES regroupe des fédérations...

- d'opérateurs d'insertion (EFT, OISP, EI, ETA),
- d'opérateurs d'insertion par l'activité économique (Coopérative d'Activités, couveuses),
- d'opérateurs de secteurs spécifiques (Services de proximité, recyclage),
- d'opérateurs de développement de l'économie sociale (agences-conseils, incubateurs, financement alternatif)

... ainsi que des fédérations d'entreprises sociales et des fédérations transversales.

Le conseil d'administration de ConcertES est constitué des fédérations EWETA, FEBECOOP, SAW-B et SYNECO. L'ensemble des membres constitue l'assemblée générale, qui est la véritable instance de décision de l'association, et se réunit toutes les six semaines en plénière. Des groupes de travail thématiques sont mis sur pied selon les besoins justifiés par l'actualité politique ou législative.

L'équipe de ConcertES est constituée de quatre personnes travaillant à temps plein et deux personnes à temps partiel. Deux d'entre elles se consacrent exclusivement au projet INTERREG Développement de l'Economie Sociale Inter-Régional (DESIR).

Depuis juillet 2008, ConcertES s'est officiellement lancée dans la mise sur pied d'un observatoire de l'économie sociale wallonne. Celui-ci s'inscrit dans le cadre du projet DESIR, soutenu par le programme européen INTERREG IV et mené en partenariat avec la CRESS (Chambre Régionale d'Economie Sociale et Solidaire) Nord-Pas-de-Calais. DESIR, pour Développement Inter-Régional de l'Economie Sociale, vise un développement des structures et un accroissement de l'emploi dans le secteur de l'économie sociale.

L'observatoire de l'économie sociale se donne pour défi d'appréhender la complexité du secteur, les nombreux statuts, secteurs d'activités, finalités et publics, dont l'économie sociale tire à la fois richesse et diversité. Il vise à rendre mesurables, et comparables, les principes de l'économie sociale diversement déclinés au travers des pratiques de ses acteurs. L'enjeu de l'observatoire est double : mesurer l'économie sociale et la définir par ses principes et ses pratiques. Mesurer l'économie sociale, c'est lui assurer la place qui lui revient au cœur du développement économique de nos régions ; la définir par ses principes et les pratiques mises en œuvre, c'est lui permettre la reconnaissance des plus-values sociétales qu'elle génère et la promotion des valeurs qu'elle défend.

Le projet de décret wallon relatif à l'économie sociale, adopté par le Parlement le 19 novembre dernier, marque une importante avancée dans la circonscription du champ de l'économie sociale. On y retrouve en effet une **définition** construite et approuvée par l'ensemble des acteurs du secteur :

*Par Économie sociale, au sens du présent décret, on entend les activités économiques productrices de biens ou de services, exercées par des sociétés, principalement coopératives et/ou à finalité sociale, des associations, des mutuelles ou des fondations, dont l'éthique se traduit par l'ensemble des principes suivants :*

*1° finalité de service à la collectivité ou aux membres, plutôt que finalité de profit ;*

*2° autonomie de gestion ;*

*3° processus de décision démocratique ;*

*4° primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus.*

*Par son action, elle permet d'amplifier la performance du modèle de développement socio-économique de l'ensemble de la Région wallonne et vise l'intérêt de la collectivité, le renforcement de la cohésion sociale et le développement durable.*

Le décret, outre le fait d'asseoir une définition de l'économie sociale, entend également proposer une procédures de reconnaissance et d'évaluation des entreprises d'économie sociale. Les travaux de l'observatoire s'inscrivent résolument dans la ligne de ce décret : l'observatoire permettra de rassembler les données qui alimenteront cette recherche et définition de critères et de méthodes d'évaluation des entreprises d'économie sociale. Au-delà des indicateurs économiques importants qui seront à la disposition de l'ensemble des fédérations et qui leur permettront de mener diverses analyses et études prospectives, l'objectif de l'observatoire est également de développer des indicateurs proposant des évaluations des plus-values extra-économiques générées par les entreprises du secteur.

## Cartographie wallonne de l'économie sociale

Au lendemain du vote du décret « économie sociale » par le Parlement wallon, ConcertES, couple des organisations représentatives du secteur, a réactualisé et réédité la cartographie wallonne de l'économie sociale initialement publiée en 2007. Ce document synthétique présente le profil de l'économie sociale, sa transversalité, ses finalités et ses outils. Il est une des premières réalisations de l'observatoire de l'économie sociale wallonne. Il présente donc l'aspect qualitatif des choses, ce qu'on ne peut mettre en avant dans des statistiques : la diversité du secteur en terme d'activités, de finalités, de structures, de mode de fonctionnement, ...

Une caractéristique essentielle de l'économie sociale est sa capacité à discerner les besoins et à proposer des solutions originales. Elle a exploré ces dernières décades de nombreuses innovations en matière d'emploi, et ce en complémentarité avec les entreprises du secteur privé classique et en appui des mesures publiques. Elle s'adapte aux besoins de la population, elle imagine des réponses à de nouvelles problématiques environnementales, sociales ou culturelles, elle développe des pratiques alternatives à la mondialisation en étant attentive aux relations avec le Sud de la planète, elle innove en matière de gestion des ressources humaines. C'est tout cela qu'illustre cette plaquette « L'économie sociale. Proposition de cartographie wallonne ».

LE PÉRIMÈTRE D'OBSERVATION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

### *Trois niveaux d'observation*

Le périmètre d'observation est construit en trois niveaux successifs. Chaque niveau aboutit à une liste d'entreprise qui vient compléter la liste de l'étape précédente.

Le premier niveau englobe toutes les initiatives wallonnes et bruxelloises reconnues par un agrément des pouvoirs publics :

- Les Entreprises d'insertion (EI) en région wallonne
- Les EI en région bruxelloise
- Les entreprises de travail adapté (ETA) wallonnes
- Les ETA bruxelloises
- Les EFT (entreprises de formation par le travail)
- Les AFT (ateliers de formation par le travail)
- Les OISP (organisations d'insertion socioprofessionnelle)
- Les ISP Bruxelles (insertion socioprofessionnelle)
- Les ILDE (initiatives locales de développement de l'emploi)
- Les IDESS (initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale)
- Les agences conseil reconnues

L'échantillon est ensuite complété par le deuxième niveau qui reprend les coopératives qui sont agréés pour CNC (conseil national de la coopération) et les Sociétés à Finalité Sociale (SFS). Ces deux types de structures inscrivent, au sein de leurs statuts, des dispositions statutaires proches des principes de l'économie sociale tel que définie par le secteur et par le décret wallon en cours de publication.

Enfin, le troisième niveau est composé des ASBL et des fondations.

### *Les limites*

Les chiffres présentés dans ce dossier de presse sont les premiers produits par l'observatoire depuis sa récente création. Ils comportent encore de nombreuses lacunes mais permettent d'avoir un premier aperçu du poids de l'économie sociale. Le caractère incomplet de cet aperçu est en grande partie dû à un manque de sources de données.

En effet, la seule source de données disponible pour la présentation d'aujourd'hui est le CDROM des comptes annuels de la centrale des bilans (Banque Nationale de Belgique). Nous disposerons prochainement d'autres sources de données (ONSS, TVA, ...) qui nous permettront de compléter et d'exploiter au mieux l'ensemble des données. Nous sommes actuellement en cours de discussions afin d'obtenir les autorisations nécessaires.

L'utilisation du CDROM fournit par la BNB comme unique source de données pour la présentation d'aujourd'hui entraîne les conséquences suivantes :

- Toutes les entreprises visées dans le périmètre de départ ne sont pas reprises dans les analyses,
  - Soit car elles ne sont pas tenues de déposer leurs comptes à la BNB. Ex : les petites ASBL ou les petites coopératives à responsabilité illimitée.
  - Soit car elles ne sont pas reprises dans le CDROM de la BNB parce qu'elles n'ont pas encore déposé leurs comptes (c'est par exemple le cas pour les entreprises nouvellement créées).
- Les variables présentées dans ce dossier de presse sont limitées à celles disponibles dans le CDROM de la BNB.

## LA DIVERSITÉ DU SECTEUR DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

### *Une multitude de secteurs d'activité*

Contrairement à une opinion répandue, les entreprises d'économie sociale agissent dans des secteurs d'activité nombreux et variés. On retrouve plus de 53 secteurs d'activité différents pour les entreprises qui sont reconnues par un agrément des pouvoirs publics (premier niveau du périmètre). Ces entreprises ont des activités aussi diverse que la récupération, le nettoyage, la teinturerie, l'aménagement paysager, la restauration, ou encore les cafés et bars, la démolition, les activités comptables, l'informatique, ...

Cependant, une des limites des fichiers nationaux, que nous lèverons dans nos prochaines publications, est le fait que plus de la moitié des entreprises de notre premier échantillon sont reprises dans 4 catégories dont les codes NACE ne reflètent pas leurs activités: « Autres formes d'action sociale sans hébergement ». Un autre exemple : les EFT sont généralement apparentées à l'activité de formation professionnelle alors qu'on pourrait identifier les activités pour lesquelles elles forment les stagiaires, activités économiques à part entière. Un des défis futurs de ConcertES sera d'affiner son classement d'activités pour pouvoir faire ressortir la diversité du secteur de manière plus fidèle.

En ce qui concerne les ASBL, elles agissent également dans une multitude de secteurs d'activité. Néanmoins, certaines de ces activités n'entrent pas dans le champ de l'économie sociale car elles sont quasi-totalement prises en charges par les pouvoirs publics. C'est pourquoi nous avons choisi d'identifier clairement deux secteurs d'activités en particulier: le secteur de l'enseignement et celui des activités hospitalières. Ces deux secteurs sont fortement employeurs (20 % des ETP des asbl) et leur inclusion risque, notamment, de mener à une surestimation du nombre d'emplois. Ici encore, un travail de sélection plus fin devra être effectué par la suite.

Au niveau des statuts juridiques, le périmètre des analyses comprend principalement des ASBL, des Coopératives (agrées pour le CNC), des SFS et des fondations (voir graphique).

## Et demain ?

Les chiffres présentés dans ce dossier de presse ne sont qu'un premier pas vers l'évaluation de la place de l'économie sociale. Ils se basent sur des données issues de la Centrale des bilans, qui est une source importante, certes, mais qui comporte des lacunes : certaines entreprises n'ont pas encore rendu leurs comptes ; les petites ASBL ne doivent pas déposer leurs comptes, ce qui exclut aujourd'hui de notre panorama la majorité d'entre elles ; ... De plus, de nombreuses sources sont encore à explorer. L'exploration et le traitement de grands fichiers nationaux, inscrits à l'agenda de ConcertES, peuvent encore nous apprendre beaucoup sur l'économie sociale : Banque Carrefour de Entreprises, ONSS, TVA, ...

Cette première approche par les statuts juridiques est particulièrement efficace d'un point de vue statistique, mais elle inclut dans le périmètre des entreprises qui ne devraient pas s'y trouver (les « fausses » asbl, par exemple), et vice-versa. C'est pourquoi ConcertES souhaite également prendre en compte un périmètre correspondant plus fidèlement aux valeurs portées par l'économie sociale. Un périmètre basé sur des indicateurs liés aux principes définis dans le décret économie sociale devrait davantage coller à la réalité de l'économie sociale qu'un périmètre essentiellement basé sur les statuts juridiques. Cette approche est osée et nécessite inventivité et rigueur dans la création des indicateurs, mais nous pensons que seules les données ainsi produites seront suffisamment crédibles pour défendre valablement l'économie sociale.

Si certaines qualités de l'économie sociale pourront être mises en avant sans devoir passer par une enquête de type qualitatif (pensons à des données du type écarts salariaux, discriminations de genre, par exemple), d'autres études portant sur des problématiques plus précises seront réalisées à partir d'enquêtes qualitatives sur des échantillons plus restreints. Certaines thématiques seront définies suite aux résultats obtenus par nos analyses quantitatives, tandis que d'autres sont déjà prévues par ConcertES : l'adéquation emploi/formation, l'impact de la frontière franco-belge sur le développement de l'économie sociale, ...

ConcertES, en tant que concertation des organisations représentatives de l'économie sociale, a été fortement impliquée dans le projet de décret économie sociale. Grâce à la récente mise sur pieds d'un observatoire de l'économie sociale, elle complète idéalement le travail de ses fédérations et va travailler, avec ses fédérations membres, à proposer une grille d'analyse susceptible d'opérationnaliser les processus de reconnaissance et d'évaluation demandés par le décret. Ces processus sont particulièrement importants pour le secteur. Pour les entreprises du secteur, l'évaluation, en tant que jugement de valeurs susceptible de guider la prise de décision, devient un pas important dans le développement d'une vision stratégique guidant l'ensemble de la vie de l'entreprise. Au niveau de leur communication, ces entreprises pourront mettre en place une promotion fondée sur des valeurs certifiées, et ce aussi bien individuellement qu'en tant qu'acteurs collectifs érigés au sein des diverses fédérations d'économie sociale. La reconnaissance et l'évaluation permettront d'exercer une forme de discrimination positive auprès du grand public : le respect des valeurs éthiques définies par le décret constitueront en effet un argument fondamental en faveur du recours aux produits et services issus de l'économie sociale.

## Les membres de ConcertES

### ACFI

L'ACFI, pour Action Coordonnée de Formation et d'Insertion, est une fédération d'une quarantaine d'initiatives d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale. Les associations membres se donnent pour principale mission d'accompagner des personnes en difficulté face au marché du travail. Cet accompagnement se réalise au travers de diverses actions : formations, insertions sociales et professionnelles, suivis dans l'emploi, travail en entreprise d'économie sociale, accompagnement à la création d'entreprise, ...

### AID

AID, pour Action Intégrée de Développement, est une multitude de projets d'insertion sociale et professionnelle articulés autour de la formation et/ou de l'emploi. Ces projets sont ancrés dans un tissu socio-économique et culturel local et se veulent autant d'expérimentations d'un développement alternatif égalitaire. Le réseau AID, c'est donc le rassemblement de ces différentes initiatives autour de valeurs communes.

### ALEAP

ALEAP, Association Libre d'Entreprises d'Apprentissage Professionnel, est une fédération wallonne pluraliste de 36 Entreprises de Formation par le Travail (EFT) et d'Organismes d'Insertion Socio-Professionnelle (OISP). En respectant les principes d'autonomie de gestion, de solidarité et de proximité, ALEAP défend et représente ses membres, les informe, les conseille ou les accompagne sur toutes les matières administratives, législatives, pédagogiques, sociales et de gestion des ressources humaines. Elle initie et participe aux projets profitables à ses membres.

### ApacES

L'Association Professionnelle des Agence Conseil en économie sociale (ApacES) regroupe les agences conseils agréées par la Région wallonne. Organe de représentation et de communication, cette association est également un lieu de rencontre et d'échange pour ses membres. En outre, ApacES assure la promotion générale des agences conseils auprès des prescripteurs et porteurs de projets potentiels.

### AtoutEI

La Fédération wallonne des entreprises d'insertion, Atout EI, regroupe des entreprises d'insertion actives dans une grande variété de secteurs. Ces entreprises, qui s'inscrivent dans le champ de l'économie sociale, ont toutes les mêmes objectifs : une activité économique orientée vers la qualité, la formation et la création d'emplois durables.

### CAIPS

CAIPS, pour Concertation des Ateliers d'Insertion Professionnelle et Sociale, est une fédération qui adhère au projet socialiste : elle défend les projets progressistes axés sur la justice sociale, l'autonomie individuelle et la solidarité. Elle fédère les initiatives associatives du secteur de l'insertion socioprofessionnelle (Entreprises de Formation par le Travail et Organismes d'Insertion SocioProfessionnelle), ainsi que des CPAS, des

structures économiques à finalité sociale et des Services d'Insertion Sociale agréés. CAIPS est une fédération de projets laïcs et non-confessionnels. Elle tend à développer le libre examen chez les personnes qui bénéficient des formations.

### Crédal SC

Crédal propose tant à ses coopérateurs (actionnaires apporteurs de fonds) qu'à ses partenaires (clients demandeurs de crédit) un nouveau rapport à l'argent. A ses coopérateurs, Crédal offre une épargne 100% éthique et un placement 100% transparent. Avec les fonds récoltés, Crédal propose à ses clients/partenaires (asbl, entreprises d'économie sociale) des crédits à taux réduits et du conseil en gestion. Aux indépendants exclus du crédit bancaire, Crédal propose des crédits de lancement, de développement et un suivi adapté.

### CoopAc

La coopérative d'activités a pour finalité sociale de permettre à des personnes qui veulent entreprendre et créer leur emploi, de le faire dans un cadre sécurisé qui facilite leur démarrage, d'apprendre la vie le fonctionnement et la gestion d'une entreprise. Dans le difficile débat sur la création d'emplois, les coopératives d'activités se donnent comme mission de proposer une autre manière d'entreprendre dans le cadre de l'économie sociale.

### Equilibre

Equilibre est le réseau hennuyer des incubateurs en économie sociale. Il possède toutes les ressources humaines et matérielles pour aider les particuliers à développer leur propre entreprise. Les partenaires d'Equilibre conseillent ces particuliers en préparant avec eux études de faisabilité et plan d'affaires, en recherchant les sources de financement, en les accompagnant dans les démarches administratives, en leur offrant un cadre de gestion et en mettant à leur disposition des structures d'hébergement.

### EWETA

L'EWETA, pour Entente Wallonne des Entreprises de Travail Adapté, a été créée en 1978 sous forme d'asbl par quelques responsables d'ateliers protégés, devenus entreprises de travail adapté en 1995, désirant se rassembler au sein d'une association capable de défendre les intérêts des ETA aux niveaux juridique, économique et social, et par là même des travailleurs handicapés qu'elles emploient. La fédération compte actuellement les 59 ETA agréées en Région Wallonne. Elle représente ainsi plus de 7000 travailleurs.

### Febecoop

Depuis 1970, Febecoop rassemble, dans toute la Belgique, des entreprises et associations de l'économie sociale et coopérative actives dans des secteurs aussi variés que l'informatique, l'alimentation, le service aux personnes, le conseil aux entreprises, l'assurance, la pharmacie, ... Son objectif : promouvoir toute forme d'entreprise participative adhérent aux principes de solidarité, de démocratie économique et de rencontre de l'intérêt général.

### **FeBISP**

La FeBISP, pour Fédération bruxelloise des organismes d'insertion socioprofessionnelle, a pour but de fédérer, de représenter, de défendre, de conseiller et de soutenir toutes les activités de l'ensemble des associations du secteur de l'insertion socioprofessionnelle et des structures d'économie sociale d'insertion de la Région de Bruxelles-Capitale.

### **FSPFS**

FSPFS se donne pour mission de participer au développement et au soutien de la création d'initiatives de Service de Proximité à Finalité Sociale, ainsi que de fédérer et de représenter ces initiatives (sociétés à finalité sociale, associations sans but lucratif ou institutions publiques.)

### **Lire et Ecrire**

Lire et Ecrire, mouvement d'éducation permanente, a pour objectif le développement de l'alphabétisation en Communauté française. L'association se compose de trois structures de coordination et de 14 entités régionales et locales.

### **RES**

Le RES, pour Réseau d'Entreprises Sociales, est un réseau pluraliste composé d'entreprises qui visent la création d'emplois durables en offrant ainsi la possibilité à leurs travailleurs d'initier une démarche de reconquête de citoyenneté. Dans une société confrontée à la destruction du lien social, les entreprises membres du réseau cherchent donc à entreprendre autrement.

### **RESSOURCES**

Depuis 1999, le réseau RESSOURCES fédère l'ensemble des acteurs d'économie sociale des Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale qui reçoivent, récoltent, trient, réparent, recyclent et revendent des produits en fin de vie. Les missions du réseau

consistent à fédérer ces entreprises par filière et à les mobiliser autour de projets ; à établir des partenariats avec les acteurs tant publics que privés ; à analyser les demandes du secteur pour formuler des propositions de développement ainsi qu'à favoriser sa visibilité.

### **RFA**

Grâce à la finance éthique et solidaire, il est dorénavant possible de concilier performance et bien commun, économie et respect de l'environnement, argent et humanité, ... Depuis plus de 20 ans déjà, le Réseau Financement Alternatif, asbl issue du monde associatif, s'y attelle. Sa devise : "concilier argent, éthique et solidarité" afin de contribuer à une société plus juste et plus humaine.

### **SAW-B**

SAW-B, pour Solidarités des Alternatives Wallonnes et Bruxelloise, est née en 1981 pour rassembler et défendre les alternatives économiques présentes en région wallonne. Aujourd'hui, SAW-B fédère plus de 100 membres, dont 10 fédérations sectorielles. Elle est active tant en Wallonie qu'à Bruxelles. SAW-B est agréée en tant qu'agence-conseil par la Région wallonne et comme acteur d'éducation permanente par la Communauté française. Sa mission est de soutenir le développement d'une économie centrée sur le respect de l'humain et de l'environnement. Les entreprises qu'elle représente proposent des réponses concrètes et innovantes aux enjeux de notre société et développement des emplois de qualité.

### **Syneco**

Syneco est le centre d'expertises en économie sociale et solidaire du Groupe ARCO. Elle offre aux entreprises de ces secteurs information, assistance et accompagnement adaptés et met à leur disposition un réseau de conseillers spécialisés. Syneco est également le bras exécutif de la concertation en économie sociale et solidaire au sein du MOC.